

**Lettre ouverte
8 novembre 2023**

Malgré une mise à jour économique, un gouvernement toujours aussi dépassé!

Mardi avait lieu la mise à jour économique du ministre Girard. Dans un contexte où la population est frappée de plein fouet par les crises du logement et de l'inflation, que nos systèmes de santé et d'éducation sont au bord du gouffre et que le filet social, déjà troué, s'effrite rapidement, nous étions en droit de nous attendre à un "mini-budget" plus ambitieux.

Au nom de l'équilibre budgétaire, on tente de nous faire avaler qu'il aurait été impossible d'en faire plus. Il est vital, en temps de crise, de se rappeler que les finances de l'État ne sont pas des finances personnelles. D'un point de vue économique, une crise économique et sociale est bien plus menaçante qu'un déficit pour l'État. C'est connu: en temps de crise, c'est là qu'il faut financer des programmes et mettre en place des mesures pour aider la population, même si ça coûte cher. Si le Canada s'en est plutôt bien sorti durant la pandémie, c'est principalement grâce aux programmes d'aide d'urgence. Bien que ces programmes aient coûté cher à l'État fédéral, ils ont permis au quart de la population d'éviter le pire. Si ces programmes n'avaient pas été rapidement mis en place, des millions de foyers se seraient retrouvés dans la précarité et cette situation aurait été beaucoup plus dommageable pour l'État, sans compter les vies qui auraient été brisées.

De plus, rappelons qu'en mars dernier, le gouvernement de la CAQ annonçait des baisses d'impôt qui profitaient principalement aux plus fortuné-es. Une mesure qui privait l'État de près de 4.1 milliard de dollars annuellement en revenu lorsque combinée aux autres baisses d'impôt depuis 5 ans. À peine quelques mois plus tard, notre gouvernement se votait une augmentation salariale de près de 30 %. Si la CAQ considère ne pas avoir assez de fonds pour financer le filet social, après s'être privée de revenus substantiels, c'est entièrement un choix politique.

Encore une fois, la CAQ démontre que la préservation du filet social n'est pas sa priorité. En effet, il est capable de déployer des moyens importants lorsque c'est le temps d'enrichir les plus privilégié-es. Cependant lorsqu'il s'agit des populations plus vulnérables, des services publics ou encore du milieu communautaire autonome c'est une autre paire de manches.

Des annonces qui ont été faites mardi, trop peu permettent d'agir sur les causes des crises que nous traversons. Plus de lits dans nos refuges pour personnes itinérantes et plus de nourriture dans les rayons de nos banques alimentaires, bien que nécessaire, ce sont des pansements sur une plaie béante. Tant que la lutte à la pauvreté ne sera pas une priorité, les lits se rempliront et les étagères des banques alimentaires se videront.

Signataires :

Table d'action contre l'appauvrissement de l'Estrie (TACAE)

Table ronde des organismes volontaires d'éducation populaire de l'Estrie (TROVEPE) Solidarité populaire Estrie (SPE)

Regroupement des organismes communautaires (ROC) de l'Estrie